

## **CREATION DE FRANCE TRAVAIL : La poursuite de la destruction de nos missions ?**

Dans le prolongement de la campagne présidentielle et des annonces d'Emmanuel Macron le 14 juillet dernier, le gouvernement s'est lancé dans une offensive globale d'envergure visant à attaquer une nouvelle fois l'Assurance Chômage, le RSA, mais aussi notre système de Retraite par répartition, l'Education Nationale contre l'apprentissage et les lycées professionnels, et le Service Public de l'Emploi via la création de France Travail.

L'ensemble de ces chantiers pompeusement appelé « *Objectif Plein Emploi* », présenté le 12 sept. dernier par Olivier Dussopt - Ministre du Travail et Carole Grandjean – Ministre déléguée à l'Enseignement, vise principalement à adapter (sous la menace de sanctions) les jeunes travailleurs, les bénéficiaires du RSA ou les inscrits à Pôle emploi aux besoins des employeurs locaux : organiser l'ensemble des acteurs (publics et privés) de l'insertion professionnelle comme du placement vers cet objectif au travers France Travail – faire travailler tous les salariés plus longtemps et n'importe où quoiqu'il en coûte.

D'ores et déjà, la direction générale de Pôle emploi s'est inscrite dans cette perspective :

- Avec le rapprochement Pôle emploi / Cap emploi
- Avec le développement de l'offre de service « Métiers en Tension » ou « Vivier Sectoriel »
- Avec la mise en œuvre du plan DELD /DETLD via le pack de remobilisation
- Avec la création du Contrat d'Engagement Jeune qui illustre le futur de l'accompagnement au sein de Pôle emploi et demain de France Travail:
- Avec aussi la mise en place des expérimentations Avenir Pro avec les lycées professionnels,
- Et avec enfin l'accroissement de 25% du Contrôle de la Recherche d'Emploi.

Pour la CGT, l'accompagnement segmenté des publics - outre la déqualification induite qu'elle génère pour les conseillers - renforce la privatisation de nos missions et le recours aux prestataires.

De plus, dans le cadre de la future loi sur l'asile et l'immigration qui sera débattue début 2023, le gouvernement projette de créer un nouveau titre de séjour d'un an, pour les travailleurs étrangers relevant des « métiers en tension » !

Cette politique de quota, de tri et de concurrence est un véritable scandale.

La Direction Générale de Pôle emploi met déjà en place les orientations gouvernementales préparant ainsi les conditions de mise en œuvre de son « France Travail » orientée principalement vers les besoins des entreprises.

A la CGT Pôle Emploi, nous sommes bien conscients que la transformation de Pôle Emploi en France Travail est bien l'aboutissement des politiques gouvernementales coercitives vis-à-vis des privés d'emploi et des modifications d'organisation au sein de Pôle Emploi opérées depuis quelques années.

Au-delà de la contre-réforme de l'assurance chômage, la convention tripartite 2019 2022 a bien engagé les modifications pour aboutir au projet France Travail, projet libéral du gouvernement et non dans l'objectif de garantir un vrai service public de l'emploi.

Aujourd'hui, si la CGT peut partager la volonté d'améliorer le service public de l'emploi afin de rendre le service qu'attendent les salariés privés d'emploi, mais aussi les employeurs, elle ne peut que déplorer la méthode.

En effet, le constat porté par le gouvernement est qu'il faut faire France Travail pour garantir le plein emploi, quoiqu'il en coûte, en aucun cas pour améliorer les services aux usagers.

La CGT constate :

- Qu'aucun bilan n'est porté sur la dégradation du service de l'emploi et de ses partenaires, en lien avec les politiques ministérielles, que ce soit en termes de réductions budgétaires et de restrictions ou en termes d'effectifs et de moyens.
- Qu'aucun constat n'est aussi porté sur la dégradation du service rendu en raison de l'augmentation exponentielle de la sous-traitance, de la dématérialisation à outrance éloignant les usagers des services publics et des organismes de la protection sociale.

Nous constatons aussi que la volonté du gouvernement de rapidement mettre en œuvre des expérimentations sur l'accompagnement des bénéficiaires du RSA démontre son réel objectif en matière de coercition.

**A l'inverse de ce grand projet antisocial, la CGT revendique un vrai service public de l'emploi et le droit à une juste indemnisation pour tous les privés d'emploi !**